# LE PROBLEME DU RIZ DANS LA PROVINCE DE FIANARANTSOA

(1945 - 1960)

par cile RABEARIMANANA

Si l'importance du riz dans l'économie de la province de Fianarantsoa n'est plus à démontrer, certains chiffres apportent des précisions à ce sujet : la riziculture y occupe près de 60% des surfaces cultivées (1), fournit près de 25% du riz de luxe exporté par Madagascar en 1960 et procure 55,5% du total des revenus (monétaires et non monétaires) du paysan de la région de Fianarantsoa-Ambohimahasoa-Ambalavao à la même époque (2). On constate cependant que sa production et sa commercialisation sont sujettes à de multiples variations et doivent obéir à certains impératifs d'ordre économique, social et même politique. La "déficience de la production rizicole, aggravée par des difficultés de circulation et de commercialisation" (3) a déjà caractérisé la période coloniale à Madagascar, avant la seconde guerre. Le problème du riz se trouve aggravé au lendemain de celle-ci par une poussée démographique inconnue jusqu'alors et qui ne cesse de s'accélerer ; cela pose avec plus d'acuité qu'auparavant la question cruciale du ravitaillement et en particulier celui des zones déficitaires en riz comme la zone côtière de la province et le Sud du pays. Un effort d'augmentation de la production s'avérait donc nécessaire, non

<sup>(1)</sup> Etude du réseau de collecte de paddy de la région de Fianarantsoa. Tananarive. SCET Coopération 1963, 21 p.

<sup>(2)</sup> François (P.): Budgets et alimentation des ménages ruraux en 1962. Tananarive CINAM, 1963, 242 p.

<sup>(3)</sup> Feugeas (Y.): "Le marché du riz pendant la période coloniale à Madagascar (1905-1940)". Antananarivo. Université de Madagascar. *Etudes Historiques* n° IV, 1979, p. 181.

seulement pour la consommation locale mais encore pour l'exportation. Le problème du riz se pose aussi en termes de commercialisation car malgré la part importante de l'auto-consommation, ce produit fait l'objet d'un trafic généralement rémunérateur pour ceux qui s'y livrent, et la spéculation qui en résulte souvent peut comporter des conséquences inattendues sur le plan économique, social et même politique.

Face à cette situation délicate concernant le riz, l'administration coloniale n'a pas manqué d'intervenir. Tout d'abord, le lendemain de la guerre voit la mise en œuvre, dans les T.O.M, d'un plan décennal de développement économique et social par lequel, grâce à des investissements publics, la France peut doter ces pays d'une infrastructure économique et sociale moderne. Le financement des travaux se fait par le biais du FIDES (4) et de l'effort des budgets de chaque territoire. Concernant la province de Fianarantsoa, la politique de promotion de la production porte essentiellement sur la caféiculture dans la zone côtière et le gradin intermédiaire, et sur la riziculture des Hautes Terres.

A propos de celle-ci, l'extension des surfaces cultivées par des aménagements hydrauliques, la vulgarisation de méthodes culturales plus rentables auprès des petis paysans, qui fournissent la quasi-totalité de la production et qui font l'objet d'une attention particulière de la part des organismes d'encadrement, constituent l'essentiel de l'effort consenti. Reste à examiner si cet effort est à la mesure des objectifs fixés, à savoir l'accroissement conséquent de la production rizicole, l'organisation d'un commerce intérieur développé, stable et uniforme, et enfin l'amélioration de la situation du riz de luxe sur le marché métropolitain et international. En outre, l'analyse des faits économiques ne peut constituer, pour elle-même, l'objectif d'une étude. Il importe surtout de savoir dans quelle mesure ces faits économiques influent sur le social, c'est-à-dire quel est leur impact sur les conditions d'existence des producteurs. Bref, il s'agit de mesurer la portée économique de la politique coloniale d'intervention de l'après-guerre, d'examiner si les résultats économiques ont eu des conséquences heureuses ou non sur ce que le Plan appelle le "standard de vie" des autochtones, autrement dit, si ceux-ci ont vu ou non leur pouvoir d'achat s'élever.

<sup>(4)</sup> Fonds d'investissement pour le développement économique et social, créé par la loi du 30 avril 1946.

#### L'EFFORT EN MATIERE DE PRODUCTION RIZICOLE

A. L'IMPORTANCE DE LA RIZICULTURE DANS L'ECONOMIE DE LA PROVINCE

### 1/ Les paysans betsileo, une population de riziculteurs

La riziculture constitue, depuis des sicècles, l'activité économique principale du pays betsileo. Comme le dit le R.P. Dubois, "la vie du Betsileo est dans sa rizière. Son activité ne connaît guère d'autre travail que la culture et le travail de la rizière. Dire du riz qu'il est le pain quotidien du Betsileo ce n'est pas assez dire, c'est plus que son pain puisqu'il constitue, à lui seul, l'élément essentiel et suffisant de tous ses repas... Avoir du laoka (5), c'est déjà faire fête, n'avoir pas de riz, c'est être dans la miscre" (6). Ce rôle primordial de la riziculture apparaît dans le paysage même et le traval fourni par le paysan est d'autant plus méritoire qu'il n'est guère favorisé par la nature. On ne rencontre pas, en pays Bestileo, de ces vastes plaines ou de ces larges vallées si fréquentes en Imerina. Ce sont plutôt les collines aux pentes escarpées qui dominent, séparées par des vallées étroites. C'est dans ce cadre apparemment peu propice, pourtant, que le riziculteur déploie un talent remarquable pour maîtriser l'eau, l'amener par un système de canalisation savant jusqu'au sommet des hauteurs, dont la physionomie est transformée par des rizières étagées, aménagées en courbes de niveau, comme en Extrême-Orient. Aucun espace disponible et exploitable n'est laissé inculte : là où la riziculture irriguée n'est pas pratiquable, le paysan plante du manioc ou des patates ou du maïs. Les façons culturales, non moins minuticuses, relèvent d'un véritable jardinage. Le riz est d'abord semé en pépinières puis repiqué. Les rizières sont ensuite sarclées une ou deux fois. Pour toutes ces opérations, seuls sont utilisés, la traditionnelle bêche malgache à longue lame, l'angady et, pour le sarclage, le kibiro, "petite bêche au fer en forme de sagaie" (7), l'usage de la charrue ne pénètre guère en pays betsileo, le hersage tend cependant à remplacer progressivement le piétinage des rizières.

<sup>(5)</sup> Ce qui accompagne le riz lors des repas :il peut s'agir de légumes divers ou de viande, ou mieux de tout cela à la fois.

<sup>(6)</sup> Dubois (R.P): Monographie des Betsileo. Paris. Institut d'ethnologie. 1938, 1503 pages, p. 423.

<sup>(7)</sup> Robequain (Ch.): Madagascar et les bases dispersées de l'ocean Indien. Paris P.U.F. 580 pages, p. 160.

Quant à la fumure, elle n'est pas inconnue en pays betsileo, mais son emploi reste insuffisant par rapport aux besoins d'un sol victime d'une déforestation ancienne et des feux de brousse pratiqués régulièrement chaque année avant la saison sèche. Il n'est pas étonnant que, malgré des efforts aussi soutenus et une technique aussi remarquable, les températures assez basses aidant, les rendements soient plutôt faibles : une à 1,2 ou 1,3 tonne à l'hectare au maximum, soit à peu près la moitié de ceux de l'Imerina, pour un travail plus difficile et plus long. La production suffit en général à une population croissant lentement jusqu'au lendemain de la seconde guerre. Le problème se complique par la suite, à cause de la poussée démographique et des impératifs nouveaux de l'économie.

# 2. La place de la riziculture dans l'économie de la province de Fianarantsoa dans les années 1950.

L'économie des Hautes Terres betsileo est centrée sur la riziculture puisque celle-ci occupe près de 60% des surfaces cultivées. Elle se fait dans le cadre d'une multitude d'exploitations familiales de faible étendue : 0,75 ha à 1,5 ha dans la région de Fianarantsoa, 0,8 ha à 1 ha dans celle d'Ambohimahasoa et un hectare en moyenne autour d'Ambalavao. Sans qu'on puisse parler de monoculture du riz, les autres cultures n'occupent qu'une place secondaire dans les activités agricoles. Elles apportent cependant des rentrées d'argent non négligeables souvent pour le petit paysan : tabac corsé et arachide dans la région d'Ambalavao, de Fianarantsoa et d'Ambohimahasoa, arachide et arbres fruitiers dans celle d'Ambositra. Le petit paysan consacre aussi au riz la majeure partie de son temps de travail puisque, sur 382 jours que passe une famille de 8,49 personnes vers 1960 aux travaux agricoles, 292 sont dépensés par la riziculture (8), soit 76,44% du total. C'est que les outils utilisés restent rudimentaires. Les disparités régionales existent certes, l'usage de la charrue est plus fréquemment pratiqué dans la région de Fianarantsoa - Ambohimahasoa que dans celle d'Ambalavao, plus à proximité des centres urbains que dans les contrées lointaines (9), mais l'angady reste encore l'outil le plus utilisé. L'insuffisance voire l'absence en certains endroits, de la fumure ainsi que les basses températures ne permettent guère, nous l'avons vu, d'obtenir que des rendements assez limités. N'empêche que la zone des Hautes Terres betsileo jouit d'une production rizicole excédentaire, lui permettant de ravitailler, bon an mal an, la zone côtière et le gradin intermédiaire, qui souffre d'un déficit chronique en riz.

En effet, ce'le-ci consacre une part importante de ses activités agricoles à la caféiculture, source de hauts revenus et ne demandant, du moins aux yeux du petit planteur autochtone, qu'un travail moindre par rapport à la riziculture. Cette dernière n'est cependant pas absente des préoccupations du paysan de Nosy Varika ou de Fort-Carnot, loin s'en faut. Mais contrairement à ce qui se passe sur les Hautes Terres, il s'agit d'une riziculture de montagne, itinérante et sur brûlis (tavy). Effectuée sans labour, sans repiquage, sans fumure, cette riziculture

<sup>(8)</sup> Temps de travail en milieu rural. Zone 18. B.D.P.A. Tananarive, 1963.

<sup>(9)</sup> Michel Portais a décrit la région d'Ambalavao, dans son ouvrage sur Le bassin d'Ambalavao. Influence urbaine et évolution des campagnes (Sud Betsileo - Madagascar). Travaux et documents de l'ORSTOM. Paris 1974, 155 pages.

traditionnelle de *tavy* ne donne que des rendements insignifiants, entre 600 kg/ha et 1 t/ha. La production ne suffit pas aux besoins locaux, et cette pratique contribue, la poussée démographique entraînant la diminution du temps de jachère, à la dégradation rapide de la forêt ombrophile de l'Est. Cependant, plus qu'une pratique culturale, le *tavy* est un véritable mode de vie lié aux structures de la société traditionnelle et à tout l'univers psychologique et religieux des populations.

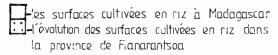
La province de Fianarantsoa comporte donc deux régions économiques complémentaires en matière de production rizicole : les Hautes Terres qui pratiquent une riziculture irriguée permettant d'obtenir une production excédentaire, dans le cadre d'une économie peu diversifiée, et la zone côtière, domaine de prédilection de la caféiculture, qui souffre d'une insuffisance régulière de riz. La nécessité de nourrir une population sans cesse croissante d'une part et le besoin d'équilibrer la balance commerciale du pays d'autre part, entraînent la mise en place d'une politique rizicole conséquente à Madagascar en général, et dans la province de Fianarantsoa en particulier.

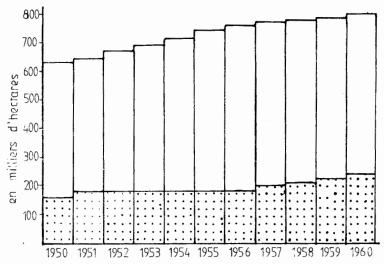
# B/ LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT RIZICOLE

Dans le cadre du Plan de développement économique et social, l'accroissement de la production doit être obtenu d'abord par une augmentation des surfaces cultivées (10). Pour la riziculture, il s'agit, en premier lieu, de procéder à l'aménagement de vastes superficies marécageuses comme l'Alaotra ou le delta de la Mahavavy du Nord ou à l'amélioration de l'équipement de la Basse-Betsiboka. La province de Fianarantsoa, au milieu physique dominé par d'innombrables collines séparées par des vallées étroites, faiblement dotée de vastes plaines alluviales, reste à l'écart de ces grands travaux hydrauliques. Les ouvrages de maîtrise de l'eau effectués ne permettent de récupérer ou d'améliorer que quelques centaines voire quelques dizaines d'hectares seulement. Les travaux d'une certaine envergure comme l'aménagement de la vallée de la Haute Mananantànana dans le district d'Ambalavao sont certes envisagés dès 1953, mais même ceux qui concernent la rive droite de ce cours d'eau ne reçoivent un début d'exécution qu'après 1956, c'est-à-dire seulement dans le cadre du 3è plan quadriennal 1958 - 1962. De même, l'aménagement de la vallée de la Haute Matsiatra qui doit améliorer la riziculture du district de Fianarantsoa n'est envisagé qu'à la fin de la décennie. Il en résulte une faible augmentation des surfaces consacrées à la riziculture sur les Hautes Terres.

<sup>(10)</sup> Rabearimanana (L), "La bataille du riz à Madagascar à la fin de la colonisation (1950-1960)". Communication à l'Académie malgache. mai 1984. 27 pages dactylographiées.

# L'évolution des surfaces cultivées à Madagascar et dans la province de Fianarantsoa





Une augmentation des surfaces consacrées au riz est enregistrée. Mais elle n'est pas comparable à celle des provinces de Tamatave et de Majunga. En outre, elle ne se manifeste que tardivement. L'essentiel est obtenu après 1956, année de production en baisse pour la province (pour celle de Tananarive aussi) pour des raisons climatiques, et de difficultés dans le ravitaillement (à cause des manœuvres spéculatives surtout). C'est donc essentiellement en 1957 - 1958 - 1959 que sont exécutés les principaux travaux d'aménagement hydrauliques. Ceux-ci intéressent surtout la zone côtière et la falaise et non les Hautes Terres. C'est ainsi que la région d'Ifanadiana voit ses surfaces consacrées à la riziculture irriguée augmenter de 72,7% tandis que le district de Fianarantsoa ne bénéficie que d'un accroissement de 8%, Ambositra 2,7% (11). Remarquons cependant que, d'une part, l'aménagement des marais d'Ambila dans la région de Manakara, considéré par la population comme la solution au déficit chronique en riz pour cette zone relativement peuplée et qui se consacre avant tout à la caféiculture, se trouve sans cesse retardé. L'opportunité de tels travaux est, en effet, remise en

<sup>(11)</sup> Le riz à Madagascar. Notes de la direction des Services Economiques. Tananarive. Ministère des Finances et des Affaires Economiques. 1960 (A.M.E.C.)

question par de hauts responsables, qui mettent en doute les rendements escomptés (12). D'autre part, si la riziculture irriguée fait certains progrès en dehors des Hautes Terres, il est non moins incontestable que la riziculture sur tavy s'accreît encore plus.

La faiblesse des investissements sur les Hautes Terres s'explique, en un sens, par le fait que la riziculture y est déjà développée, mais il est incontestable qu'une politique consciente de l'administration en matière d'investissements est aussi à l'origine de cette situation. L'intervention des pouvoirs publics touche, en effet, de préférence, les produits d'exportation dont il faut relancer la production et améliorer la qualité. C'est ainsi que le café de la côte Est reçoit une impulsion que ne connaissent pas les autres produits, le Fond de soutien du café bénéficie d'un crédit annuel de 100 millions de francs CFA à partir de 1954. Comparé à ce produit, le riz apparaît comme un parent pauvre. La province de Fianarantsoa est d'autant plus déshéritée dans ce domaine que l'effort du Plan porte surtout sur la riziculture de l'Alaotra et de la Basse-Betsiboka. Dans la région qui nous intéresse, "seuls les produits qui sont susceptibles d'être exportés méritent une attention toute particulière, et une étude en vue de l'accroissement de la production et une diminution du prix de revient" (13). Si tel est le point de vue guidant, en 1956, le comité consultatif de la production qui présente au Conseil provincial un plan d'action en vue de l'amélioration de cette dernière, il n'est pas étonnant qu'en matière de riziculture, l'effort soit consacré plus à la diffusion des riz ordinaires, qui doivent ravitailler avant tout le marché local.

Le caractère tardif des investissements en faveur des aménagements dans la province de Fianarantsoa provient aussi des options des deux permiers plans quadriennaux qui consacrent l'essentiel de l'effort financier aux grands aménagements. Le 3è plan, en revanche, se propose de toucher davantage la petite exploitation paysanne qui fournit la majeure partie de la production rizicole, d'où la multiplication des petis aménagements d'hydraulique agricole et l'ampleur des crédits destinés à l'encadrement du paysannat. Enfin, les considérations politiques ne sont pas absentes de cette décision de toucher plus qu'auparavant la masse des petits riziculteurs malgaches. C'est ainsi que des directives sont lancées en vue d'appliquer immédiatement le plan 1958 - 1962, et dans la région de Fianarantsoa, les riziers acceptent de suspendre les livraisons de riz dans les provinces excentriques, car il faut de la prudence pour éviter une raréfaction du riz dans la ville même. Cela risque d'entraîner une hausse du prix de vente au détail du riz ordinaire et une vague de mécontentement parmi la population à la veille du référendum de septembre 1958.

Pour accroître la production, le Plan se propose en outre d'améliorer le rendement de la riziculture. Cet objectif peut être atteint en agissant sur les méthodes culturales de la masse paysanne, laquelle doit recevoir un encadrement approprié. Dans ce domaine, le pouvoir colonial est intervenu sous différentes formes, basées sur la structure de base traditionnelle des Malgaches des Hautes Terres, le fokonolona. La création des collectivités rurales répond à

<sup>(12)</sup> Comité consultatif de la production de Fianarantsoa. Séance du 26 août 1956 (A.M.E.C)

<sup>(13)</sup> Lettre du chef de province de Fianarantsoa au Haut Commissaire, du 10 septembre 1952. Cabinet civil D 694 (A.R.D.M.)

cet objectif. Sur le plan économique, les collectivités rurales autochtones modernisées (CRAM), entreprenant des investissements en vue d'améliorer la production grâce aux crédits ouverts par la Centrale d'équipement agricole pour la modernisation du paysannat (CEAMP) créée en 1950, constituent la structure fondamentale de cet encadrement. Cependant, celles-ci ne touchant qu'à peine 8% de la masse paysanne, sont institués à partir de 1956 les groupements de collectivités, un par district, dont l'action de promotion économique rurale doit bénéficier aux populations dans leur ensemble. Enfin, la même année, la création des secteurs de paysannat, en nombre restreint et n'intéressant chacun que très peu de cultivateurs, répond aussi au souci d'entreprendre une action de vulgarisation en profondeur dont les résultats devraient inciter les autres à améliorer leurs façons culturales. Concernant en particulier la province de Fianarantsoa et les Hautes Terres, plusieurs collectivités autochtones sont implantées, près d'Ambositra, à Fandriana et Ambalavao notamment, se consacrant surtout à l'intensification des méthodes de riziculture irriguée (14). Cependant l'adhésion des agriculteurs betsileo aux innovations est plutôt mitigée : l'introduction des machines agricoles, courante dans les CRAM d'Imerina et de l'Alaotra ne rencontre guère de succès parmi les paysans Betsileo. C'est ainsi que le tracteur acheté par la CRAM de Fandriana ne reçoit pas de travaux à façon et reste largement sous-employé (15). Les collectivités ont voulu aller trop vite, faire passer le paysan de l'ère de l'outil rudimentaire, l'angady, à celle du tracteur, alors que la culture attelée n'est même pas généralisée. L'utilisation du tracteur suppose une transformation des habitudes paysannes, qui ne peut se faire que progressivement, et de la conception même de leur travail dans son ensemble. Enfin, il aurait fallu obtenir au préalable un remembrement des terres et une disparition dela petite propriété paysanne, base de l'exploitation agricole de la région.

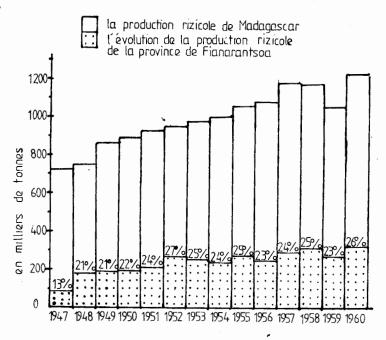
En outre, le riziculteur comprend fort bien l'avantage du l'utilisation de la fumure, mais celle-ci ne se généralise pas dans les années 1950. On enregistre, au contraire, son recul, parallèlement à celui du troupeau bovin. Les collectivités se sont efforcées de diffuser l'emploi des engrais minéraux mais leur coût élevé - il s'agit exclusivement d'un produit importé - en empêche le succès parmi une population rurale aux faibles revenus monétaires.

<sup>(14)</sup> Les CAR et CRAM de Fianarantsoa - Rapport sur le fonctionnement et les réalisations, 1er septembre 1952. Cabinet civil D 694 (A.R.D.M.)

<sup>(15)</sup> Cavet et Werquin, Etude des formes de l'action en faveur du paysannat à Madagascar-Tananarive. Inspection de la France d'Outre-mer. 1958, 203 pages multigr. p. 152.

#### LA PRODUCTION ET LA COMMERCIALISATION DU RIZ

# A. L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION RIZICOLE



La production rizicole de la région de Fianarantsoa accuse une hausse continue de 1948 à 1960 (1947, à cause de l'insurrection, est une année exceptionnelle). C'est ainsi que l'indice de la production, 100 en 1950, passe à 165 en 1960, ce qui est supérieur à celui de la production nationale, qui n'atteint que l'indice 141 la même année. Mais à part cette année 1960, particulièrement bonne pour la riziculture de la province, celle-ci s'élève en moyenne à 25% de la production totale de Madagascar. L'accroissement n'est cependant pas régulier. Les années 1954, 1956 et surtout 1959 marquent un recul de la production, du fait des conséquences des cyclones. La diminution n'est que de 20.000 t en moyenne, ce qui ne fait pas 8% de la production moyenne de la province; mais cela suffit pour entraîner des perturbations dans le ravitaillement non seulement interne mais encore dans les autres régions, d'autant que ces baisses de production atteignent l'Ile toute entière chaque fois.

Quant à la répartition de cette production rizicole, il est évident que la majeure partie provient de la zone des Hautes Terres : c'est ainsi qu'en 1957 cette dernière, produit 68% de la production de la province alors qu'elle ne renferme que 53% des surfaces consacrées au riz. Les différences de méthodes culturales et, partant, de rendement, sont à l'origine de cette prédominance des Hautes Terres.

Celles-ci constituent le grenier à riz de la province et d'autres régions encore. Mais la commercialisation, peut-être plus que la production, pose de graves problèmes à la province.

#### B. LA COMMERCIALISATION DU RIZ

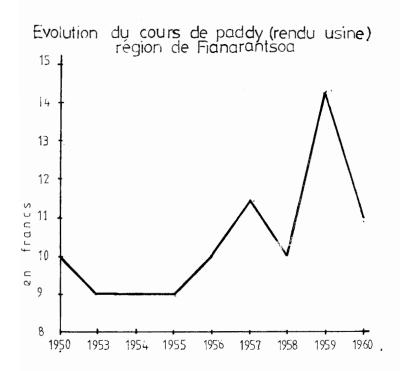
#### 1/ Le commerce intérieur

Contrairement à la période de la guerre et des quelques années qui l'ont suivie où Madagascar devait, avant tout, exporter pour les besoins des alliés, la commercialisation du riz intéresse avant tout le ravitaillement intérieur suivant la politique des pouvoirs publics.

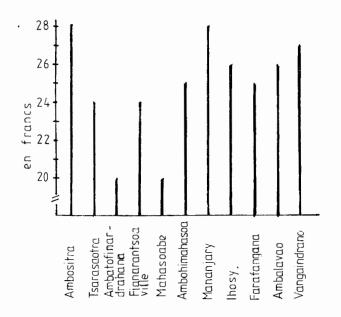
La part de l'autoconsommation est cependant très importante pour cette population de riziculteurs dont la préoccupation principale est l'autosubsistance. Elle atteint près de 80 à 85% du total de la production. Ce qui est destiné à être commercialisé est ramassé dans les campagnes par des collecteurs. Ceux-ci travaillent en général pour le compte d'un usinier ou d'un commerçant. Certains opèrent dans des postes fixes pour les régions grosses productrices, notamment dans les districts d'Ambohimahasoa et d'Ambositra. Mais souvent ils achètent le riz en se déplaçant de marché en marché. Les collecteurs sont pléthoriques, d'autant plus qu'ils sont aidés de sous-collecteurs et de peseurs, ce qui augmente d'autant le nombre des intermédiaires, grève le prix de revient du produit et favorise les spéculations. Malgré la réglementation de la profession des collecteurs en 1956, ils sont encore au nombre de 180 au début des années 1960 (17), auxquels s'ajoutent 550 peseurs ou sous-collecteurs.

<sup>(16)</sup> Compte rendu de tournées dans la province de Fianarantsoa par le Directeur adjoint des Affaires Politiques, novembre 1954. Cabinet civil D 694 (A.R.D.M.)

<sup>(17)</sup> Etude de réseau de collecte de paddy de la région de Fianarantsoa, SCET Coopération, Tananarive, 1963, 21 pages.



Prix de vente du riz de différentes localités des hautes terres et de la zone côtière de la province de Fianarantsoa en avril 1956



Mais ce qui caractérise surtout le marché intérieur du riz, c'est qu'il s'agit d'un marché où s'observent toutes sortes de variations de prix, suivant la loi de l'offre et de la demande et surtout suivant les manœuvres spéculatives des commerçants et des riziers. La politique d'intervention de l'Etat s'explique par la volonté d'éviter ces manœuvres dont l'objectif est essentiellement de maintenir un prix d'achat au producteur de paddy le plus bas possible et au contraire d'obtenir une marge bénéficiaire confortable par la vente du riz. L'Etat veut, au contraire, établir un prix au producteur relativement rémunérateur pour ce dernier pour qu'il ne se décourage pas, et surtout maintenir le prix de vente du riz le plus bas possible aux consommateurs, car du riz abondant et à bas prix est un gage de paix sociale donc de stabilité politique. Il n'ose appliquer une politique totalement dirigiste, d'autant plus que l'Office du riz créé en pleine guerre et les abus qu'il a engendrés a laissé des souvenirs amers dans les régions de Fianarantsoa et de Tananarive. Une telle politique serait d'ailleurs combattue par les riziers groupés en syndicats puissants, et incomprise par les producteurs eux-mêmes.

Cependant la marge commercialisable de la production, comme la fluctuation de celle-ci, est telle que le marché ne cesse de présenter des variations. On constate d'abord que les prix au producteur restent en général très bas. Ces prix, rendu usine, sont les prix effectifs - lesquels ne concordent pas toujours avec les prix officiels. En outre, il est évident que les prix sur les différents marchés des localités plus ou moins éleignées des centres urbains sont encore moins élevés. En tout cas, ce qu'on remarque, c'est qu'ils s'élèvent en général à 10 francs, ils descendent même à 9 francs entre 1953 et 1956. La hausse qui se produit en 1956 et 1957 est consécutive à la baisse de production qui intervient alors, et surtout aux mouvements spéculatifs, de sorte que le riz d'Ambohimahasoa et d'Ambositra fuit à partir d'avril 1956 vers Antsirabe et Tananarive. En effet, en raison des disparités de prix du paddy entre les deux provinces, les commerçants, achètent du paddy dans ces premières localités pour les revendre dans les secondes où le prix est libre. Ce courant important et inaccoutumé est certes stoppé en juin 1956. Mais cela n'a pas empêché la raréfaction de cette denrée de première nécessité et la hausse à 11,5 francs du prix d'achat au producteur (18), d'autant plus que la production de 1956 est déficitaire. On assiste par contre à une baisse en 1958, année qui correspond à une hausse de la production (282.600 t en 1957, 293.700 t en 1958, production record). Les inondations de mars 1959 et la baisse de production qu'elles engendrent, entraînent au contraire une forte hausse du prix au producteur, qui passe de 10 à 14,5 francs. Cependant la panique suscitée par les événements sont tels que, malgré ce prix élevé, les riziers ne réussissent à collecter que 25 à 30% des rentrées normales. La fermeture des frontières provinciales décidées en mai 1959, au lieu de rassurer la population sur le problème du ravitaillement, attise, au contraire, la psychose de pénurie (19). Les prix redescendent cependant à 11 francs dès l'année suivante, avec le retour à

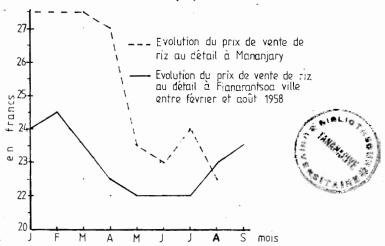
<sup>(18)</sup> Lettre du Chef de Province de Fianarantsoa au Haut Commissaire (26 mai 1956) (A.M.E.C.)

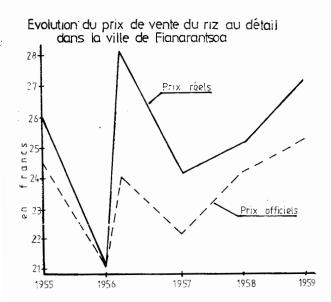
<sup>(19)</sup> Note d'information au sujet de la commercialisation des paddy et l'approvisionnement en riz (Juin 1959), Tananarive, Ministère des Finances et des Affaires Economiques, 1959 (A.M.EC.).

une récolte abondante. En un mot, le cours d'achat du paddy au producteur se caractérise par une extrême sensibilité, et aussi par le caractère particulièrement bas de ce prix.

Les prix de vente aux consommateurs sont encore plus sensibles aux variations de la production et aux manœuvres spéculatives. Les prix de vente du riz dans différentes localités des Hautes Terres et la zone côtière de la province de Fianarantsoa sont les suivants :

# Evolution du prix de vente du riz à Fianarantsoa et a Mananjary en 1958





On est frappé par les disparités de prix à la même périodé, dans la même région. C'est ainsi qu'Ambositra et Ambatofinandrahana sont tous les deux des districts rizicoles des Hautes Terres, mais en novembre 1957, on perçoit une différence de 8 francs soit près de 40% dans le prix de vente du riz. Fait étonnant janvier-février 1959, le riz est plus apparence aussi : en Ambalavao (36 F) qu'à Fianarantsoa-ville (24 F), alors que c'est plutôt l'inverse qui se produit habituellement : c'est que l'administration intervient de manière énergique pour maintenir le riz au niveau le plus bas possible dans les grandes villes (Fianarantsoa et surtout Tananarive) à cause des risques que comporte sur le plan politique une pénurie de cette denrée de première nécessité. La disparité des prix est encore plus marquée entre les zones productrices des Hautes Terres et les régions déficitaires de la côte à cause notamment du coût du transport. C'est le cas de Vangaidrano, le centre le plus éloigné de la zone productrice des Hautes Terres. Pour Mananjary, le caractère particulièrement élévé des prix s'explique par l'importance de la demande de riz. Cet exemple de disparité de prix à l'intérieur d'une même province et même entre deux districts voisins démontre, on ne peut mieux, l'inexistence d'un marché national et même d'un marché régional.

En outre, l'extrême instabilité du marché du riz peut se manifester à l'intétieur d'une même localité au cours d'une même année.

Les premiers mois de l'année constituent la fin de la période de soudure, de sorte que le prix du riz se maintient à un niveau élevé. Mais dès le mois d'avril, le prix baisse sensiblement avec la nouvelle récolte, qui est d'ailleurs en 1958 très belle, de sorte qu'en août il n'est plus que de 22,5 francs au lieu de 27,5 francs un mois plus tôt, soit une variation d'environ 25%. Cette fluctuation des prix en fonction de la situation du ravitaillement semble témoigner de l'inefficacité de la politique d'intervention de l'Administration. Cet état de fait se trouve encore confirmé par la disparité entre prix officiels et prix réels à Fianarantsoa.

Le marché du riz sur les Hautes Terres est d'autant plus facilement perturbable qu'il doit pourvoir aussi au ravitaillement des zones côtières, un marché permanent certes, mais tout aussi soumis à fluctuations, sinon plus. C'est ainsi que le déficit annuel de ces zones s'élève théoriquement entre 8 et 11.000 tonnes, déficit qui atteint surtout les régions de Manakara et Vohipeno. Pendant la période de soudure 1957 et 1958 qui dure de septembre à mars, c'est-à-dire 7 mois, les besoins ont été les suivants :

| Manakara     | 1.450 t  |
|--------------|----------|
| Vohipeno     | 2.250 t  |
| Fort-Carnot  | 1.340 t  |
| Farafangana  | 1.200 t  |
| Vangaindrano | 1.450 t  |
|              | 10.240 t |

Durant cette campagne, étant donné l'accroissement du pouvoir d'achat du petit planteur grâce à des cours de café relativement élevés, le complément indispensable en riz a été acheté aux Hautes Terres. Mais quand les cours de ce produit baissent, le planteur est obligé de se contenter d'autres produits vivriers comme le manioc ou le maïs, d'où une diminution de la demande en riz, ce qui peut entraîner une désorganisation de la commercialisation dans les zones excédentaires des Hautes Terres. Voilà donc une autre donnée qui contribue aussi à la difficulté d'organisation du marché du riz dans la province.

# 2/ Les exportations de riz

Elles reprennent à partir de 1952 mais il s'agit d'un marché fragile, dont les acquis sont sans cesse remis en question. Madagascar souffre en effet, et depuis le début de la colonisation, de prix de revient trop élevés pour être un exportateur régulier sur le marché international. Le riz ordinaire est particulièrement vulnérable à cause de la concurrence des riz d'Extrême-Orient, de sorte que les marchés proches comme celui de la Réunion ne sont pas toujours assurés. Aussi les pouvoirs publics s'appliquent-ils à prendre certaines mesures pour assurer au pays des débouchés extérieurs. En 1955, par exemple, les exportations peuvent être relativement substantielles (53.000 tonnes) grâce à une entente entre pouvoirs publics et riziers qui ont tous consentis des sacrifices financiers pour faire baisser les prix FOB du riz (20), mais ce n'est pas toujours le cas. En 1958, c'est le syndicat des riziers de Fianarantsoa qui demande des mesures de protection en faveur des riz malgaches sur le marché français, lequel risque d'être inondé par les produits venant du Cambodge et du Vietnam, pays sortis de la zone franc (21). Dans le pays, les pouvoirs publics s'efforcent de développer la culture du riz de luxe, lequel se vend mieux en France... La province de Fianarantsoa participe à cet effort, qui vulgarise auprès des petits riziculteurs les variétés de makalioka et 16A par l'intermédiaire des groupements de collectivités à partir de 1956. Les exportations de riz de luxe de la province ne cessent ainsi de croître à la fin de la décennie, 1959 mise à part. Elles passent de 1.227 tonnes en 1955 à 3.322 tonnes en 1960. Le pourcentage des qualités ordinaires reste cependant notable dans les exportations de riz. Mais leur tonnage ne cesse de baisser non seulement à cause de la concurrence extérieure mais encore à cause d'une demande intérieure de plus en plus élevée. En fin de compte la commercialisation du riz, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur pose des problèmes quasi-inextricables, et d'autant plus difficiles à résoudre qu'ils ne sont pas toujours prévisibles. Tout cela oblige les autorités à prendre toutes sortes de mesures qui sont autant d'expédients pour essayer d'atténuer autant que possible les effets des fluctuations du tonnage et surtout des prix. Un fait est cependant incontestable au milieu de tous ces problèmes: le riziculteur s'est efforcé d'accroîre sa production, reste à savoir si son effort s'est soldé ou non par une augmentaion de son pouvoir d'achat.

<sup>(20)</sup> Le riz: résultat des campagnes précédentes - Conférence des chefs de province, avril 1956 ( $\Lambda$ .M.E.C.).

<sup>(21)</sup> Lettre du groupement des riziers de Fianarantsoa au Ministère de l'Economie en France du 27 Décembre 1958 (A.M.E.C.).

#### RIZICULTURE ET NIVEAU DE VIE PAYSAN

L'évolution du pouvoir d'achat des producteurs et, partant, celle de leur niveau de vie est donc un aspect intéressant à examiner. Cependant cette étude s'avère difficile à plus d'un titre. Elle nécessite des séries statistiques continues et relativement homogènes, concernant les prix des différents produits au producteur, ainsi que les prix au détail des produits de première nécessité achetés par celui-ci et enfin ceux des objets d'importation. Ces statistiques existent et peuvent être utilisées pour Tananarive (sur l'évolution du niveau de vie d'une famille européenne de 4 personnes: série continue à partir de 1946). Ce n'est pas le cas pour les autres villes et encore moins pour les zones rurales. Parfois, des indications sur les prix de différentes denrées peuvent être glanées, éparpillées dans certains documents d'archives ou études, mais elles sont loin d'être continues. Elles présentent cependant l'intérêt de ne pas provenir de sources officielles. Elles permettent donc de cerner de près la réalité que vivent les producteurs mieux que ne le permettent les documents habituels. Pour déterminer la pression fiscale pesant sur les ruraux, l'évolution du montant des recettes nécessaires au paiement des impôts est intéressante. La fiscalité comprend surtout l'impôt du minimum fiscal (IMF), la taxe minimale et l'impôt sur les bovidés qui constituent l'essentiel de l'imposition dans ce milieu rural des Hautes Terres du Centre-Sud où les revenus monétaires sont peu élevés. Seulement, ce montant est rarement mentionné dans les monographies et les rapports de district. Seules apparaissent les sommes globales à recouvrer, et rarement le nombre des contribuables. En outre, les salaires peuvent être perçus à travers le même genre de documents: on se rend compte alors de la distorsion entre salaires officiels et salaires effectifs quand une main-d'œuvre salariée est utilisée - ce qui est assez rare, et ne concerne que les gros propriétaires fonciers. Chercher du travail dans le village même est d'ailleurs considéré comme déshonorant.

L'étude du niveau de vie est néanmoins entreprise, comportant des considérations souvent qualitatives. Quant aux appréciations quantitatives, elles sont à considérer comme ayant surtout une valeur indicative. L'analyse se reporte aussi à l'étude effectuée récemment, non pour la région du Centre-sud mais pour l'ensemble de l'Île, sur le prix du riz et le niveau de vie par Rajaona Andriamananjara (22).

<sup>(22)</sup> Andriamanjara (R.), "Prix du riz et niveau de vie à Madagascar de 1950 à 1983". Bulletin de l'Académie Malgache. NS tome LXIII 1-2, 1984.

# A. LE NIVEAU DE VIE DU PAYSAN DU CENTRE-SUD AU DEBUT DES ANNEES 1950

Les ressources monétaires ne proviennent que dans une faible mesure de l'agriculture puisque celle-ci est destinée par priorité à l'autosubsistance. En outre, la région ne comporte pas de cultures d'exportation intéressant le commerce de traite. La vente du paddy ou du riz pilonné ne procure que moins de 20% de ces revenus monétaires, car la part de l'autoconsommation pour ce produit est de 87,5%. Elle est encore plus importante pour les autres cultures vivrières comme le manioc ou la patate douce, qui ne font pratiquement pas l'objet de commercialisation et dont les prix d'achat au producteur sont, de ce fait, très bas. Les autres ressources provenant de l'agriculture proviennent du tabac corsé et surtout du petit élevage. Le total constitue près de la moitié des rentrées d'argent. Le reste est gagné grâce au travail de la femme par la vannerie, la poterie et le tissage de lamba de soie. Mais à propos de cet artisanat, il est à remarquer que les capitaux utilisés proviennent des commerçants de la ville d'Ambalavao, et que le salaire de ces femmes de la campagne qui tissent est sans rapport avec le temps de travail dépensé. La plus grande partie des bénéfices revient au marchand. L'étude effectuée en 1953 par Gilbert Ancian, Chef du district d'Ambalavao, dont le souci était d'appréhender le niveau de vie réel de ses administrés pour voir dans quelle mesure ceux-ci pouvaient supporter une augmentation d'impôts, avance le chiffre de 12 315 francs comme revenu monétaire de près de 65% de la population rurale de son disrtrict (23), pour une famille de 4 à 5 personnes. Les dépenses qui s'élèvent à 14 040 francs se répartissent de la façon suivante:

| - Habillement et entretien                          | 58%   |
|---|-------|
| - Fêtes familiales                                  | 28%   |
| - Impôts  | 10%   |
| - Alimentation                                      | 8%    |
| - Médicaments, transports, effets scolaires, outils | 2%    |
| - Pression fiscale                                  | 11,5% |

Le chapitre habillement et entretien semble élevé, en réalité, cela ne fait guère que 7 875 francs pour 4 à 5 personnes et englobe aussi bien les couvertures que le pétrole en passant par les chapeaux et les parapluies et le savon. La faiblesse de la part du revenu consacré à l'alimentation achetée dénote un déséquilibre au profit des céréales et des féculents au détriment des aliments protéiniques,

<sup>(23)</sup> Ancian/ Ambalavao - Betsileo. Budget et niveau de vie des cultivateurs, Ambalavao 1953, 275 dactylographiées.

puisque même si l'élevage existe, il est destiné non à la consommation mais aux travaux agricoles (piétinage surtout) ou aux cérémonies familiales; celles-ci par contre occassionnent des dépenses substantielles (28% du total) montrant encore, dans la région d'Ambalavao, l'attachement aux coutumes ancestrales. Enfin, la part infime consacrée à la santé et à l'enseignement dénote la faiblesse du niveau de vie. Remarquons cependant que, même au début de la période étudiée, le Centre-sud est assez fortement scolarisé par rapport à la plupart des autres régions de l'Île, l'histoire contribue aisément à expliquer cet état de fait. Quant à la pression fiscale, 11,5% au début des années 1950, elle est très élevée, ce n'est pas propre à cette période : la région de Fianarantsoa a toujours été très bien tenue en mains par l'administration coloniale et ainsi très fortement imposée. On note aussi une augmentation des impôts au début de la décennie :

IMF 1949: 1870 francs

1951:2060 F.

soit une augmentation de 50%

1953:2780 F.

Pendant ces 4 années, le prix du paddy vendu par le paysan ne connaît aucun accroissement, au contraire, il a tendance à diminuer, et passe de 10 à 9 francs, et même à 8 francs dans certaines localités éloignées. Bref, le paysan des Hautes Terres du Centre-Sud part d'un niveau de vie bas au sortir de la guerre, au début de la réalisation des objectifs du Plan de développement économique et social. Il réussit difficilement à équilibrer son budget, ce qui nécessite d'autres sources de revenus que le travail local. C'est ainsi que le paysan de l'Est d'Ambalavao pratique une migration saisonnière en direction des districts de Fort-Carnot, Vohipeno, Manakara pour la cueillette du café et les travaux rizicoles. Cette migration permet surtout de s'acquitter des impôts. L'application du Plan entraîne-t-elle une amélioration de sa situation monétaire et donc de son niveau de vie ?

# B. LE NIVEAU DE VIE AU LENDEMAIN DU 2è PLAN QUADRIENNAL (1956).

Des indications assez précises sont fournies à cette date grâce à une enquête lancée dans toute la province de Fianarantsoa pour établir le programme de développement de la province. Les données résultant de l'enquête se révèlent cependant un peu trop optimistes par rapport au chiffres obtenus par ailleurs, en particulier dans les indications du Service des affaires économiques de la province. Les conclusions qu'on peut en tirer doivent être maniées avec prudence. Pour une famille de 6 personnes du district d'Ambohimahasoa, le revenu total (monétaire et\_non monétaire) est de 37 000 F par an. Quant aux dépenses (24),

(24) Monographie de la province de Fianarantsoa, 1957 (A.R.D.M.).

elles s'élèvent à 24 100 F, se répartissant comme suit:

| - Habillement et entretien                  | 24%   |
|---|-------|
| - Fêtes familiales                          | 10,3% |
| - Impôts                                    | 11,2% |
| - Alimentation                              | 34%   |
| - Médicaments, transports, effets scolaires | 19,7% |

Même si on ne peut se hasarder à comparer ces chiffres avec ceux de 1953, pour le district d'Ambalavao, force est de constater que la part des impôts dans les dépenses reste toujours élevée. Celle de l'alimentation devient plus substantielle dans la mesure où certains paysans sont victimes de la soudure, du fait de la pression démographique alors que ni le rendement ni les surfaces cultivées par famille ne s'accroissent en conséquence. En outre, les dépenses de prestige effectuées lors des fêtes et cérémonies familiales occupent un poste fortement en baisse par rapport à celui du début de la décennie, tandis que le paysan dépense plus d'argent pour les soins médicaux et les frais scolaires. Cette constatation se trouve confirmée par les rapports de la circonscription médicale de Fianarantsoa où l'on remarque le progrès du nombre de consultations dans les différents hôpitaux et postes médicaux de la province (il est aussi intéressant d'établir le rapport entre population totale de la province et le nombre de consultations (25).

Si on peut supposer que la part des revenus non monétaires s'élève à plus de 50% du revenu total, le revenu monétaire de la famille rurale n'excède pas 17.000F. Compte tenu de l'inflation, on ne note aucun progrès du niveau de vie. Mais comme l'action en faveur du paysannat ne devient substantielle que dans le cadre du 3e plan quadriennal 1958-1962, peut-être est-ce seulement au lendemain de l'indépendance que les conditions d'existence du paysan de Fianarantsoa s'améliorent ?

### C. LE NIVEAU DE VIE EN 1960.

Les études portant sur les budgets, les niveaux de vie et les méthodes culturales des cultivateurs deviennnent plus rationnelles et plus approfondies au lendemain de l'indépendance. Elles sont entreprises, à la demande de la République Malgache, leurs résultats devant servir de base au développement économique. Les plus importantes ont été effectuées par le CINAM (26).

<sup>(25)</sup> Rapport du Chef du Service provincial de la Santé de Fianarantsoa 452. (A.R.D.M.). (26) CINAM/ op cit.

Les résultats obtenus par le CINAM sont les suivants:

| Revenus monétaires d'une famille de 5,1 personnes: | 31704 F  |
|--|----------|
| Revenus totaux:                                    | 63 442 F |
| Capacité de financement                            | 62 573 F |
|  | 869 F    |

La structure des dépenses monétaires donne les précisions suivantes:

| Habillement                              | 13,3% |
|--|-------|
| Habitation et entretien                  | 33,7% |
| Alimentation                             | 23,4% |
| Dépenses d'exploitation et de patrimoine | 16,4% |
| Impôts et taxes                          | 11,9% |

Quant au budget moyen pour un ménage de 5,1 personnes il montre que la pression fiscale s'élève à 11,6%. On peut donc conclure que cette pression reste sensiblement la même pour le paysan de Fianarantsoa pour toute la période étudiée, c'est-à-dire qu'il paie de lourds impôts directs - l'IMF comme les impôts sur les bovidés sont fixés jusqu'en 1961 par chaque chef de district. Dans la province de Fianarantsoa, ils devaient être plus élevés qu'ailleurs, dans les districts du Sud en particulier. Pour les années 1950, cette situation s'explique surtout par la lourdeur des dépenses occasionnées par le fonctionnement des services nouveaux de gestions des investissements économiques et sociaux. Le phénomène se retrouve dans toutes les provinces, mais il est ressenti plus durement à Fianarantsoa, qui voit ses impôts augmenter en 1955-1956 (27). L'examen de chacun des trois tableaux du Centre Sud montre un niveau de vie peu élevé, à celles de la plupart des autres régions.

Dépenses monétaires par tête d'habitant en 1962:

<sup>(27)</sup> Monographie provinciale de Fianarantsoa 1957 (A.R.D.M.).

| Diégo-Suarez   | 9 621 F |
|----------------|---------|
| Est            | 5 429 F |
| Alaotra        | 9 950 F |
| Nord-Est       | 9 570 F |
| Sud-Est        | 3 745 F |
| Falaise        | 3 216 F |
| Pays tsimihety | 3 071 F |
| Moyen Ouest    | 8 474 F |
| Imerina        | 9 501 F |
| Sud            | 5 444 F |

Derrière le Betsileo, il n'y a que les régions orientales et le Sud. Le paysan du Centre-Sud manifeste une ouverture incontestable vers les progrès économiques et sociaux : la part grandissante accordées aux soins médicaux, au transport et aux frais scolaires le prouve, de même que le recul des dépenses pour les cérémonies traditionnelles. Cependant on ne perçoit aucun signe d'élevation de niveau de vie; la pression fiscale reste la même. Le prix d'achat au producteur du paddy ou du riz demeurant faible par rapport à la hausse du riz durant toute la période considérée (1950-1983) (28). Et d'une manière générale, le paysan de cette région continue toujours à travailler avant tout pour son autosubstance, même si l'économie de marché a pénétré depuis longtemps dans sa sphère d'activité. Son cadre de vie reste la petite propriété qu'il exploite lui-même avec l'aide de la main d'œuvre familiale; il passe une bonne partie de son temps aux travaux de ses rizières et utilise des techniques perfectionnées, en ce qui concerne notamment la maîtrise de l'eau. Il comprend la nécessité d'adopter des méthodes culturales nouvelles pour augmenter le rendement de ses terres, mais ne disposant que de peu de ressources monétaires, il est obligé de se contenter du fruit habituel de son travail. Son problème est d'autant plus grave qu'il y a la pression démographique, d'où l'effort particulier consacré à la scolarisation des enfants

<sup>(28)</sup> Andriamanjara (R.) op cit.

d'une part pour la promotion sociale de ceux-ci, et le recours aux migrations d'autre part, temporaires ou définitives.

Le bilan de la période d'application du Plan décennal de développement économique et social est nettement positif en ce qui concerne la production agricole de la région de Fianarantsoa, surtout pour le riz de luxe. Cette production connaît un accroissement de plus de 50%, mais obtenu plus par une augmentation des surfaces cultivées que par une élévation des rendements. Cependant les effets de ce point positif se trouvent largement atténués par ceux de la poussée démographique dont la conséquence est que les exportations se trouvent rongées par les besoins de la consommation locale; sans qu'on puisse encore parier à la fin des années 1950 d'insuffisance en riz, la situation commence à devenir inquiétante.

En outre, la politique des prix appliqués, qui tend à éviter les hausses brutales des cours du riz en période de soudure dans les localités de quelque importance et à maintenir ceux du paddy à un niveau suffisamment rémunérateur pour le producteur ne procure pas tous les résultats qu'on en attend: les prix du riz comme du paddy subissent souvent des variations inattendues et substantielles, fruits en grande partie de l'action des spéculateurs, ce qui gène le ravitaillement de populations des régions côtières et des centres urbains des Hautes Terres. En outre, cette intervention de l'Etat, qui veut veiller à la régularité des cours est évidemment critiquée par les riziers mais en plus, elle n'est même pas comprise par les producteurs eux-mêmes, qu'elle veut préserver de l'appétit des intermédiaires. Bref, le paysan des Hautes Terres du Centre-Sud s'efforce sans cesse d'améliorer sa production, d'où les travaux hydrauliques méticuleux, une riziculture particulièrement soignée; mais il s'agit d'une riziculture peu rentable pour son artisan. La riziculture telle qu'elle est pratiquée sur les Hautes Terres du Centre-Sud n'assure guère de revenu décent, loin s'en faut, pour le producteur : son niveau de vie, ne s'améliore pas, la constance de la pression fiscale, la poussée démographique l'obligent à chercher d'autres sources de revenus par l'émigration.

# **BIBLIOGRAPHIE**

- ANCIAN (Gilbert), Ambalavao Betsileo Budget et niveau de vie des cultivateurs, Ambalavao, 1953, 275 p. dactylographiées
- ANDRIAMANANJARA (Rajaona), "Prix du riz et niveau de vie à Madagascar, 1950-1983", Bulletin de l'Académie Malgache, N.S. tome LXII/ 1-2, 1984.
- CAVET et WERQUIN, Etude des formes de l'action en faveur du paysannat à Madagascar, Tananarive, Inspection de la France d'Outre-Mer, 203 pages d'actylographiées.
- DUFOURNET (René), Enquêtes rizicoles dans le Bets leo Ambohimahasoa Ambositra. IRAT FRAM 1961, 35p
- DUSSEL (Louis), "Produits malgaches, le 112, Tananarive". Bulletin de Madagascar, nº 192, mai 1962, pp. 421-437.
- FRANCOIS (Patrick), Budgets et alimentation des ménages ruraux en 1962, Tananarive, INSRE - CINAM, 242 p.
- Etudes et conditions économiques de développement régional, région des plateaux, Tananarive, République malgache, Commissariat général au plan CINAM, 1962, 296p.
- Etude du réseau de collecte de paddy dans la région de Fianarantsoa, Tananarive, SCET - Coopération 1963, 21p.
- "La province de Fianarantsoa et son programme général de développement économique", *Bulletin de Madagascar* n° 131, avril 1917, pp. 279-349; n°133, juin 1957, pp. 464-492; n° 134, juillet 1957, pp. 591-622.
- Evolution économique de Madagascar, 1950-1960, Tananarive, République malgache, Commissariat Général au plan, 275 pages.
- Annuaire statistique de Madagascar, volume I, 1938-1951, Tananarive, Haut Commissariat de la République Française à Madagascar et dépendance, 1953, 186 pages.
- LE BOURDIEC (Françoise), Hommes et paysages du riz à Madagascar étude de géographie humaine, Tananarive, 1974, 623 pages.
- PORTAIS (Michel), Le bassin d'Ambalavao. Influence urbaine et évolution des campagnes (Sud Betsileo Madagascar) Travaux et documents de

### RABEARIMANANA (Lucile),

- "La politique coloniale de développement économique de la côte Est". Colloque d'Histoire et de Civilisation de l'Est Malgache, Tamatave, mars-avril 1983, 23 pages dactylographiées
- "Une expérience de développement rural dans les années 1950. Les Collectivités du Vakinankaratra, Tananarive". Omaly sy Anio n°16, juillet - décembre 1982, pp.101-121.
- "La bataille du riz à Madagascar à la fin de la période coloniale". Académie Malgache, 1984, 27 pages dactylographiées;

# **SOURCES**

Archives de la République Démocratique de Madagascar (A.R.D.M.)

- Monographies de district :
  - . Ambalavao 1949 1953 1956 1959 1960
  - . Ambohimahasoa 1949 1954 1960
  - . Fianarantsoa 1949 1950 1953 1959 1960
- Monographie provinciale de Fianarantsoa 1956 1960
- Ces collectivités D 694 Les CAR et CRAM de Fianarantsoa .

Archives du Ministère de l'Economie et du Commerce (CA.MCC) Madagascar. Les Archives des services économiques sur le riz.

Archives Nationales (France), section d'outre-mer,

- d) Aix-en-Provence
  - 2 D1 : Ambalavao, rapport politique, 1955 1956 1957.
  - 2 D 1 bis : Ambositra, rapport politique 1955 1957.
  - 2 D 101 : Fianarantsoa, rapport économique 1947 1948.

Rapport politique 1957 - 1958.

### **FAMINTINANA**

Raha ny fambolem-bary no tena nifotoran'ny tantsaha betsileo, ny voly kafe kosa no nifotoran'ny mponina any amin'ny lafiny atsinanan'ny faritanin'i Fianarantsoa. Koa tsy ampy ho an'ny mponina amin'izany toerana izany ny vokatry ny vary voleny an-tanety. Teo anelanelan'ny taona 1945 sy 1960, noho ny famporisihana samihafa avy tamin'ny fanjakana mba hamokaran'ny tantsaha vary bebe kokoa hatrany dia tomombana ny famatsiana ara-bary ny mponina fa tsy ampy kosa ny vary notetehina haondrana. Tsara homarihina koa fa tsy ny mpamboly no tena nahazo tombon-tsoa tamin'izany fitombon'ny vokatra izany fa ireo mpivarotra mpanelanelana. Noho izany dia niovaova matetika ny vidim-bary ary ny tantsaha betsileo dia voatery nitady karama tany amin'ny faritany hafa.

# **SUMMARY**

Rice-growing is the principal activity of the Betsileo peasants. They assign 60% of their land and spend three-fourths of their time to the cultivation for rice. On the other hand, coffee-growing holds the central place in the agriculture of the coastal regions of Fianarantsoa, and the *vary tavy* production (rice-growing in forest cutting) is not sufficient for the consumption of the population.

Between 1945 and 1960, the colonial government endeavoured to increase rice production to meet the needs both of the local population and of the export trade. Due to the extension of rice-cultivated area, production increased and was sufficient for the Malagasy people, but the quantity of exportable rice declined steadily. Furthermore, it was not the peasants who reaped the fruits of their labour but the middlemen, and this was also the reason of the large fluctuations in price of rice. As a result, the Betsileo peasants were compelled to work for wages somewhere else in order to complement their cash-income.